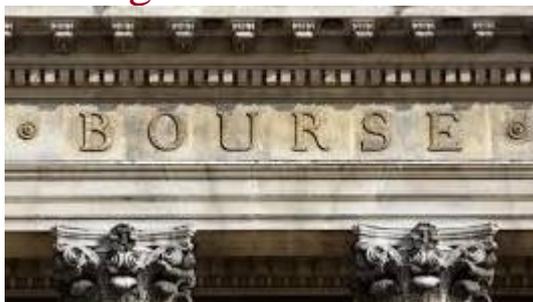


Economie : ciel bleu médiatique et nuages noirs à l'horizon



Article rédigé par *Marc Rousset*, le 28 mai 2018

Source [Boulevard Voltaire] Les oscillations violentes en Bourse à la baisse de début d'année ne sont déjà plus qu'un lointain souvenir. Les acteurs financiers font fi des tensions géopolitiques et concentrent leur attention sur les bonnes nouvelles du verre à moitié plein.

Aux États-Unis, le chômage officiel tronqué est à 3,9 %, soit son plus bas niveau en vingt ans, tandis que l'industrie crée quelques emplois et que la confiance des ménages est plus élevée avec Trump. Ce dernier devrait pourtant léguer à son successeur un déficit budgétaire de plus de 5 % du PIB, une dette alourdie et une balance commerciale déficitaire abyssale, au-delà de quelques victoires ponctuelles remportées par le spécialiste immobilier de la négociation, du « deal ».

Dans le *Times*, David Stockman, un ancien banquier et adjoint de Reagan, prédit « *une catastrophe monétaire et fiscale de proportions bibliques* », tandis que le gestionnaire américain de fonds spéculatifs Paul Tudor Jones vient de déclarer : « *Nous sommes en train de développer le bon vieux scénario des bulles financières, qui nous est tant familier.* » Paul Tudor Jones prédit un effondrement boursier dès 2019, après avoir prédit le krach de 1987. Quant aux gérants de fonds, un grand nombre est conscient de la surévaluation des marchés, mais ils continuent à jouer en pariant sur l'excès de liquidités.

En Europe, la BCE mettra probablement un terme à l'assouplissement monétaire quantitatif fin 2018 et commencera à relever ses taux en 2019. Si la Fed continue d'augmenter aussi les siens, ce pourrait être le début de l'apocalypse dans le monde, même si l'élévation des taux est graduelle. Le bilan des banques centrales dans le monde ne se réduira pas avant des années et devrait être, en 2020, de l'ordre de 20 % du PIB pour la Banque d'Angleterre, 15 % du PIB pour la Fed, 95 % du PIB pour le Japon, 50 % du PIB pour la BCE.

Le pétrole cher fait son retour, porté par la crise iranienne. Atteindra-t-il les 100 ou 150 dollars le baril ? La question divise les experts car les quantités non achetées par les Occidentaux, suite aux sanctions américaines, seront achetées à bas prix par les Chinois qui feront d'excellentes affaires. Au Moyen-Orient, des rumeurs ont circulé selon lesquelles le prince saoudien Ben Salmane aurait fait l'objet d'une tentative d'assassinat. La région est devenue une véritable poudrière.

En Italie les populistes bouclent leur programme de gouvernement. Certaines parties, et tout particulièrement le renvoi dans leurs pays respectifs de 500.000 immigrés clandestins, sont excellentes, mais en matière économique, comme l'a remarqué [Audrey D'Aguanno](#) sur *Boulevard Voltaire*, « *l'augmentation du PIB à travers la relance de la demande interne* » relève des incantations socialistes utopiques à la française. Quant au système bancaire italien, il est trop gros pour faire faillite, mais également trop gros pour être sauvé. Une flambée de la prime de risque devrait bientôt se déclencher sur le marché financier italien de la dette. Le « *spread* », l'écart entre les taux d'emprunt italien et allemand, vient d'atteindre son plus haut niveau depuis fin mars.

La crise argentine n'est-elle pas le signe avant-coureur d'une crise des pays émergents liée à la hausse des taux américains ? La livre turque a déjà perdu 18 % et d'autres pays, comme le Brésil, l'Afrique du Sud, pourraient avoir à relever leurs taux en réaction à la politique monétaire de la Fed. Cela vaut, bien entendu, aussi pour les pays européens les plus endettés comme l'Italie et la France, qui sont très exposés au relèvement à terme des taux de la BCE.

La Turquie est le dernier pays à avoir rapatrié 220 tonnes d'or, tandis que le milliardaire égyptien Naguib

Sawiris vient d'investir la moitié de son patrimoine de 5,7 milliards de dollars dans le métal jaune, qui est le seul à pouvoir se moquer d'une grave crise à venir.